

L'HUMAIN D'ABORD ??? CHICHE !



A tous les niveaux d'analyse et d'observation, on constate dans le monde une dégradation des relations humaines individuelles et collectives.

Pour ce qui concerne la question israélo-palestinienne, depuis l'échec des accords d'Oslo et notamment l'assassinat d'Yitzhak Rabin par un religieux extrémiste, comment expliquer l'arrivée au pouvoir d'une coalition de droite et d'extrême droite, en oubliant qu'elle est le résultat d'une défaite de la gauche en Israël et donc d'un vote des citoyens israéliens ? Ce n'est qu'à l'occasion de la proposition du gouvernement Netanyahu d'enlever à la Cour suprême son pouvoir de sanction du gouvernement, que le peuple d'Israël a pris conscience de la nocivité de cette alliance toxique, sans pour autant que la question palestinienne apparaisse comme prioritaire.

A l'exception d'une minorité lucide, les électeurs israéliens semblent avoir fermé les yeux sur la mise en coupe réglée des palestiniens de Cisjordanie, et la colonisation progressive du territoire par les colons, extrémistes et ultra-religieux, avec la bénédiction du 1^{er} ministre et l'immobilisme hypocrite des américains et des européens ?

Paradoxalement, il a donc fallu l'assassinat sinistre et crapuleux et la prise d'otage de civils israéliens par le Hamas, dans les kibboutzim à la frontière de Gaza (on peut s'étonner de l'inefficacité préventive du Mossad israélien sur cette opération ?!), pour que chacun sorte d'une torpeur qui, apparemment, arrangeait tout le monde... !

Il ne faut pas oublier également la récente découverte par les mêmes, du caractère terroriste du Hamas, alors que dans un passé encore récent Netanyahu encourageait en sous-main son développement afin de casser l'Autorité palestinienne de Yasser Arafat puis de Mahmoud Abbas !

Ainsi, aujourd'hui, Netanyahu n'a pas d'autre choix que celui d'aller jusqu'au bout de sa folie, en organisant un massacre à caractère génocidaire, dans l'espace de Gaza, dans lequel combattants et civils se trouvent étroitement imbriqués, en comptant sur l'impuissance des Etats Unis à oser mettre fin à leur livraison d'armes, sans lesquelles cette guerre deviendrait impossible.

Ainsi, l'issue de cette folie apparaît aujourd'hui difficilement concevable, malgré les tentatives diplomatiques et l'action difficile de minorités composées de représentants israéliens et palestiniens. En outre, la perte de crédibilité de l'Autorité palestinienne, à laquelle les gouvernements israéliens ont largement contribué, depuis l'échec des accords d'Oslo et la détention dans les geôles israéliennes des candidats potentiels à la succession de Mahmoud Abbas, renforce la position intransigeante du 1^{er} ministre israélien.

En fait, tout ceci est la conséquence d'une série d'occasions manquées. Nonobstant depuis 1948 une série de choix politiques des pays arabes voisins d'Israël et de la Palestine, suivies de leurs renonciations sur le dos du peuple palestinien, il reste que ce conflit de plus de 75 ans reste marqué par la volonté hégémonique et paranoïde des courants sionistes au sein d'Israël, justifiée par une conception mytho-religieuse de l'histoire juive et hébraïque !

Pour ce qui concerne le second conflit en cours en Ukraine aux confins de l'Europe, après la dissolution de l'URSS, il existait peut-être une voie possible pour les occidentaux pour substituer à la guerre froide une option, au moins sécuritaire, de relations entre l'est et l'ouest, suggérée par Gorbatchev. Mais la logique libérale l'a rapidement emportée sous la pression des oligarques russes et du capital occidental avec la lamentable parenthèse Eltsine.

Par la suite, et sans négliger sa volonté impériale, les deux appels au dialogue de ses successeurs Poutine et Medvedev, notamment au sujet de l'expansion de l'OTAN à l'est, ont été balayés d'un revers de main par les USA et leurs vassaux occidentaux. Aurait-ils pu pour autant changer la donne et éviter ainsi l'impasse ukrainienne qui paralyse aujourd'hui l'ensemble des protagonistes. ? L'énormité du coût financier, diplomatique et humain de cette impasse politique repose là encore, d'une part sur l'incapacité des USA à concevoir des relations internationales autres qu'hégémoniques, d'autre part sur celle des européens à affirmer leur indépendance dans le jeu international. En particulier, depuis le chant du cygne du discours de Dominique de Villepin devant l'ONU, lors de la seconde guerre en Irak, la France a renoncé à jouer son rôle diplomatique autonome, légué par le général de Gaulle. Elle reste engluée dans une Europe trop disparate pour pouvoir peser en ce domaine (comme dans d'autres !). Ainsi, de renoncement en renoncement, la France est aujourd'hui discréditée, et ses déclarations non suivies d'effets tangibles, ne témoignent que de son impuissance à peser sur les événements, que ce soit en Ukraine, au Moyen-orient ou en Afrique.

En ce qui concerne la politique intérieure de notre Nation, le mal vient de plus loin. Dès 1945, dans notre pays se sont succédés au sein de la gauche les volontés hégémoniques des uns et des autres envers leurs partenaires, face à la droite et à ses commanditaires capitalistes. Ainsi, successivement, PCF, SFIO, PS et aujourd'hui LFI n'ont mené le pays qu'à des impasses et " découragé Billancourt ", en dépit de quelques moments d'émotion forte (1945 et 1981). Pendant ce temps, le progrès social aidant, les français ont cru possible de pouvoir discuter sérieusement avec le capital, pour un bien-être partagé dans la société ! Or, celui-ci ne conçoit au partage, que lorsque le rapport de forces ne joue pas en sa faveur.

Il reste que 1981 fut une occasion manquée de changer la donne, par l'immense espoir suscité par la victoire de François Mitterrand et la mobilisation populaire qui s'est peu à peu délitée, face à la démission sinon à la trahison "des élites" en place.

C'est ainsi, que le capitalisme a pris le temps de muter à travers la financiarisation et la numérisation de l'économie et de développer une offensive idéologique redoutable, en persuadant décideurs et médias des bienfaits de "la concurrence libre et (prétendument) non faussée et non contrariée".

Résultat : à ce jour, la gauche en est arrivée à ne pas écarter l'hypothèse d'une victoire du RN à la prochaine élection présidentielle ! Quel gâchis !

Tout est à recommencer. Mais, cette fois, les espaces sont bien verrouillés ! En effet, la destruction systématique de l'Ecole républicaine, la monopolisation des médias par les grands groupes, la numérisation à marche forcée de l'économie et la destruction des services publics auxquels la gauche restée au pouvoir a largement participé, provoquent aujourd'hui une méfiance du peuple envers le monde politique et la fuite en avant à l'écoute des sirènes démagogiques de l'extrême droite .

Que faire ?

D'abord, miser sur l'intelligence, la rationalité factuelle et l'usage de l'esprit critique face aux couleuvres que le système au pouvoir veut nous faire avaler.

Etre conscient, qu'en dépit de la situation critique où nous sommes et, notamment du réchauffement climatique et des questions écologiques, l'esprit de lutte n'a pas disparu et qu'il convient de l'entretenir actif.

Etre lucide sur la puissance de l'adversaire pour mieux peser sur ses contradictions internes.

Résister sans relâche contre le consumérisme et l'individualisme, qui gangrènent notre société, sans préjudice de la sauvegarde du pouvoir d'achat.

Penser une stratégie de pouvoir dans l'entreprise à partir de l'expérience des PME et du secteur coopératif, en lien avec une refonte du droit du travail mis à mal par les présidents Hollande et Macron.

Enfin réfléchir à une remise à niveau de nos services publics et de la Sécurité Sociale. En lien avec la mise à plat des contributions fiscales et sociales.

Cette plateforme qui n'a rien d'original dans une conception de gauche de la société devrait susciter rapidement, entre les partis de la Nupes, un débat serein et responsable, dont le résultat permette en outre de démontrer la duplicité du RN et sa complicité avec le système capitaliste.

En fait, la gauche est appelée à reconstruire dans un champ de ruines économique et social, national et international.

La base de cette reconstruction repose :

- sur une approche humaine de la question migratoire liée à une politique économique envers les pays d'origine des migrants, dans l'esprit de feu les accords de Lomé.
- sur un assouplissement structurel du carcan européen politique et économique,

- sur une reconquête de notre influence internationale apte à restaurer notre capacité de médiation, notamment au Proche orient.

Il s'agit de remettre en action une dynamique républicaine qui constitue la marque de fabrique de notre Nation et de notre société, pour la paix et la coopération entre les pays.